

ROYAUME DU MAROC
REGION FES MEKNES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR
OFFRES DE PRIX N°10/RFM/2017

RELATIF A :

Achat de fourniture de bureau et fourniture pour matériel informatique et technique pour le compte du Conseil de la Région Fès Meknès

Lot n°1 : Achat de fourniture de bureau

Lot n°2 : Achat de fourniture pour matériel informatique et technique

REGLEMENT DE CONSULTATION

Mode de passation :

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, en séance publique, en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

- **ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**
- **ARTICLE 2 : MAÎTRE D'OUVRAGE**
- **ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**
- **ARTICLE 4 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET QUALITÉS DES
CONCURRENTS**
- **ARTICLE 5 : OFFRE FINANCIÈRE**
- **ARTICLE 6 : COMPOSITIONS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**
- **ARTICLE 7 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**
- **ARTICLE 8 : REPARTITION EN LOTS**
- **ARTICLE 9: RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES**
- **ARTICLE 10: DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS**
- **ARTICLE 11: CONTENU ET PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**
- **ARTICLE 12: DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS**
- **ARTICLE 13 : DÉPÔT DES ÉCHANTILLONS**
- **ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS**
- **ARTICLE 15 : VALIDITÉ DES OFFRES**
- **ARTICLE 16: CRITÈRES D'APPRECIATION DES CAPACITÉS TECHNIQUES ET
FINANCIÈRES DES CONCURRENTS**
- **ARTICLE 17 : CRITÈRES D'ÉVALUATION DES OFFRES**
- **ARTICLE 18 : MONNAIE DE FORMULATION**
- **ARTICLE 19 : LANGUE D'ÉTABLISSEMENT DES PIÈCES DES OFFRES**
- **ARTICLE 20 : PRÉFÉRENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE**

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix ayant pour objet : **Achat de fourniture de bureau et fourniture pour matériel informatique et technique pour le compte du Conseil de la Région Fès Meknès**

Lot n°1 : Achat de fourniture de bureau

Lot n°2 : Achat de fourniture pour matériel informatique et technique

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada 1434 (20 mars (2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret n°2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le président du Conseil de la Région FES-MEKNES.

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret N°2-12-349 du 8 Jourmada 1434 (20/03/2013) ci-après :

1-Seuls peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités techniques et financières requises;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglés les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitue des garanties suffisantes pour le comptable charge du recouvrement;
- Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de cet organisme.

2-Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- les personnes en liquidation judiciaire;
- es personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n°2-12-349.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 4 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

Chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

1-LE DOSSIER ADMINISTRATIF DOIT COMPRENDRE

1.1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

a) La déclaration sur l'honneur comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés de l'Etat.

b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités Décrites au 5ème paragraphe du C de l'article 157 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013.

c) En cas de groupement joindre au dossier administratif une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant, conformément à l'article 157 du décret 2-12-349 précité.

1.2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions de l'article 40 du décret précité.

a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent conformément à l'alinéa 2 du paragraphe A de l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité.

b) L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

c) L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme.

d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce.

Les concurrents non installés au Maroc doivent fournir l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c, d ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, et à défaut, une déclaration faite devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié lorsque de tels documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

2- LE DOSSIER TECHNIQUE DOIT COMPRENDRE :

Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a été exécuté ou à l'exécution desquelles il a participé.

3-LE DOSSIER ADDITIF COMPRENANT:

1. Le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages ;
2. Le cahier des prescriptions spéciales signé à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ;

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

- Au moment de la présentation de l'offre :

Outre les pièces du dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du présent marché.

- S'il est retenu pour être attributaire du marché :

a- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-

12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse

Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

ARTICLE 5 : OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES:

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n°2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offre,
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et le détail estimatif annexé au CPS
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES:

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret du 20 mars 2013, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier et publié sur le portail des marchés de l'Etat.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du & 1-2 de l'article 20 du décret n°02-12-349 dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 8: REPARTITION EN LOTS:

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en deux lots (02 lots).

ARTICLE 9: RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES:

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès l'apparition de ce dernier dans l'un des supports de publication prévus à l'article 20 du décret 2-12-349 précité et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Les dossiers d'appel d'offres sont téléchargeables à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

Il est remis gratuitement aux concurrents.

ARTICLE 10: DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du maître d'ouvrage **Av Allal Ben Abdellah Fès**.

Le maître d'ouvrage doit répondre aux demandes d'éclaircissements ou renseignements dans les sept (07) jours suivant la date de réception de la demande. Ce délai est ramené à trois (3) jours si la demande intervient entre le 10ème et le 7ème jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent, à sa demande, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés dans le Portail des marchés publics.

ARTICLE 11: CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS:

1 - Contenu des dossiers:

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter

Un dossier administratif précité (CF article 4 ci-dessus):

Un dossier technique précité (CF article 4 ci-dessus):

Le dossier additif précité. (CF article 4 ci-dessus):

Une offre financière comprenant:

L'acte d'engagement établi comme il est dit au paragraphe au §1-a de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité ;

Le bordereau des prix détail estimatif.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

2 - Présentation des dossiers des concurrents:

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- **l'adresse Email du concurrent et le numéro du registre de commerce ;**
- L'avertissement que «le plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'ouverture des plis ».

Ce pli contient deux enveloppes comprenant pour chacune :

a- La première enveloppe : le dossier administratif, le dossier technique et le dossier additif .Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention «**dossiers administratif, technique et additif** » ;

b- La deuxième enveloppe : l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention «**offre financière** » ;

ARTICLE 12: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS:

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n°2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents:

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- Soit déposés leurs plis par voie électronique conformément à l'arrêté de finance n°20/14 du 04/09/2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrages dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 35 du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 13: DEPOT DES ECHANTILLONS :

Les concurrents doivent obligatoirement déposer des échantillons pour tous les article des lot n°1 et lot n°2 à savoir (les articles de 01 au 72 pour le lot n°1 les articles de 01 au 22 pour le lot n°2) en leur joignant d'une étiquette portant le nom du fournisseur, le n° de l'appel d'offre, le n° du lot et le n° de l'article, au Service marche de la Région Fès Meknès, sise **Av Allal Ben Abdellah Fès**, le jour et l'heure fixés dans l'avis d'appel d'offres ;

N.B : le concurrent qui sera attributaire du lot n°2 doit présenter au moment de la livraison les attestations d'originalité pour tous les articles du lot n°2.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS:

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis et ce conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial tenu à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES:

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe.

Seul le concurrent ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagé pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 16 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS:

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs et techniques de chaque concurrent.

ARTICLE 17 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES:

Les offres sont examinées conformément aux dispositions des articles 36, 37,39 et 40 du décret n°2-12-349 précité.

Les offres seront jugées sur la base de l'offre financière : Sous réserve des vérifications et application, le cas échéant, des dispositions prévues à l'article 40 du décret n°2-12-349 précité, l'offre la plus avantageuse est la moins disante.

ARTICLE 18 : MONNAIES DE FORMULATION :

La ou les monnaies dans lesquelles le prix des offres doit être formulé et exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc est le dirham ou l'euro. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirhams .cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank al-Maghreb.

ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES :


L'offre préparée par le soumissionnaire ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre, échangés entre le soumissionnaire et le maître d'ouvrage, seront rédigés en langue Arabe ou Français, étant entendu que tout document imprimé fourni par le soumissionnaire

peut être rédigé en une autre langue, dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue Arabe ou Français ; dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction Arabe ou Français fera foi.

ARTICLE 20 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE :

Conformément aux dispositions de l'article 155 du décret n°2-12-349, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de quinze (15 %).

En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés doivent fournir, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

Réservé au Concurrent	Réservé au Maître d'Ouvrage
(Lu et accepté) Signature : A.....Le :	<div data-bbox="861 784 1292 996" style="text-align: center;">  <p>Pour le Président et P.O Directeur Général des Services Abderrazzak MOUMNI</p> </div> A Le :